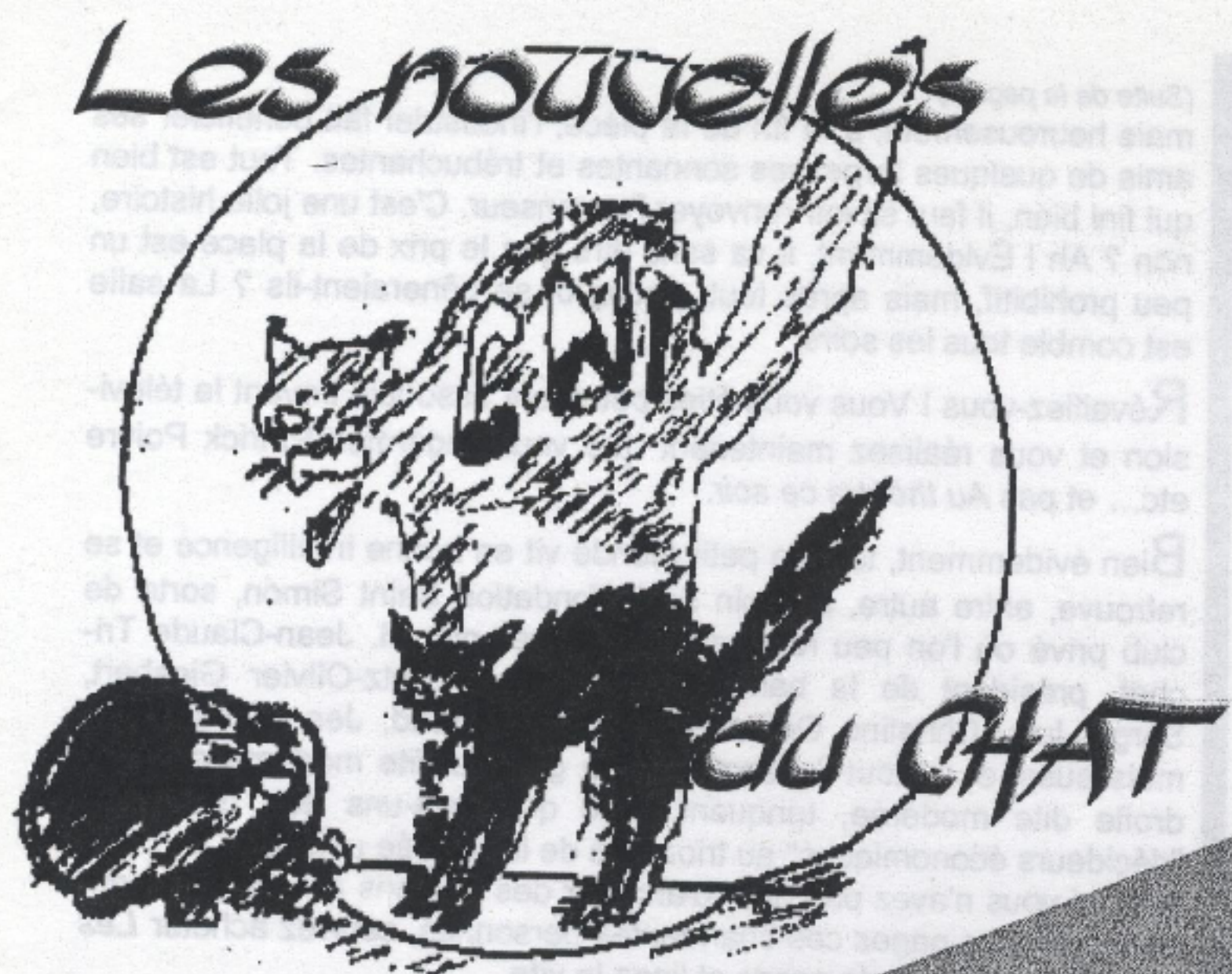




Les nouvelles du CHAT

CNT-NANCY No 6 Septembre 98

Journal anarcho-syndicaliste
et/ou syndicaliste révolutionnaire
BP 48 - 54002 NANCY CEDEX

Confédération Nationale du Travail
Association Internationale des Travailleurs

ÉDITORIAL

Ces vacances n'ont pas été de tout repos pour les militants cénétistes restés à Nancy. La direction de la Poste avait décidé de jouer le grand jeu en engageant deux enquêtes administratives et en déposant une plainte contre des militants du Centre de Tri. Une attaque d'envergure, certes, mais c'était sans compter sur les ressources du syndicalisme d'action directe (lire l'article *Et le chat gicla de sa gouttière*, offert gracieusement par *Le Cri syndicaliste*, journal de la section CNT Nancy-Gare du Centre de Tri). Il est à noter, et c'est heureux, que l'unité syndicale a fonctionné parfaitement, que la CGT n'a pas marché dans la tentative de désolidarisation et que SUD a manifesté au plus haut niveau sa solidarité active. Il faudrait que ses liens tissés contre la

BERTHOLD LE MANAGER POUR MÉMOIRE

Possédant, un niveau d'étude supérieur, très supérieur, au bas mot, une maîtrise de sociologie et, si possible, un diplôme d'ingénieur, la fonction de Berthold dans une entreprise, consiste à "gérer les ressources humaines".

C'est un être discret, très aimable, cultivé, et apparemment sans préjugé. Lorsqu'il parcourt les ateliers, il est très rare de le voir intervenir, et on peut facilement prendre sa réserve pour un respect légitime des salariés de l'entreprise. Il est, par ailleurs, toujours ouvert au dialogue, très attentif à tous les petits problèmes qui peuvent se poser au cours d'un poste : le bon fonctionnement de la machine à café est l'objet de toutes ses attentions. S'il faut une machine à glaçons, on peut compter sur lui pour intervenir auprès du patron, un peu vieux jeu, le pauvre patron, c'est d'ailleurs pour cela qu'il fait appel aux services d'un "spécialiste". Ah oui, encore une chose : il semble affectionner les réunions regroupant les cadres et la direction. Il y a même des fois où la mine consternée de certains cadres au sortir de ces réunions témoigne de la "densité" des problèmes évoqués.

Tout cela, c'est du Disney Land social. En réalité, Berthold est en totale connivence avec le patron, et son rôle est de mettre en place une organisation du travail, la plus "rationnelle" (la plus rentable) possible, sans autre principe que l'efficacité financière immédiate de l'entreprise ; tout les salariés qui constituent un obstacle à cette "rationalisation", ont comme destin d'être rééduqués ou éliminés de l'entreprise : en premier lieu, bien sûr, ceux qui occupent un poste jugé trop coûteux, mais également les syndicalistes insoumis et les salariés rebelles ; le management, c'est une version, soit disant "soft", de pensée totalitaire.

En effet, il a les caractéristiques de toute pensée totalitaire : les documents transmis aux cadres d'entreprise, mentionnent l'obligation de faire partager la culture d'entreprise avec "conviction et bonne humeur". Le rôle de ces derniers n'a plus rien à voir avec un rôle de coordination technique ; on leur demande essentiellement de tenir un rôle de commissaire politique au service de la stratégie d'entreprise. Les salariés ont donc comme devoir d'effectuer la tâche qui leur est

assignée sans état d'âme et surtout avec toute la disponibilité requise. Cette disponibilité exigée, signifie que les exigences managériales s'étendent à la sphère privée. Dans plusieurs entreprises, entre autre à la SNCF, on en est à "suggérer" au personnel, de posséder un portable, afin de pouvoir être joint à tout moment pour assurer un éventuel remplacement. Ben voyons, comme si les astreintes n'étaient pas déjà prévues dans le planning de l'entreprise ! Mais justement, les astreintes, ça se paye, et c'est codifié, alors qu'un service personnel, discrètement négocié par téléphone ("... je te revaudrai ça..."), c'est hors conventions collectives.

Certains parlent de pratiques de sectes à propos de ces méthodes de management. Le terme de secte est tout à fait inapproprié : Nous n'avons pas à faire à un individu illuminé imposant une vision personnelle de l'entreprise, mais à une pensée et une technique élaborées scientifiquement avec le concours de ce que les sciences humaines ont produit de plus avancé. A tout prendre, il serait plus exact de parler de religion : la religion du profit immédiat, qui n'a que faire des principes ou des lois ; à la poste, en dépit de plusieurs décisions de justice niant tout fondement légal aux décisions de la direction d'imposer aux salariés de perdre quasi obligatoirement le statut de fonctionnaire, (et les acquis sociaux qui y sont attachés), celle-ci n'en poursuit pas moins ses tentatives. Ceci constitue une autre caractéristique totalitaire : la volonté d'imposer ses propres lois, de manière totalement arbitraire et autoritaire.

D'ailleurs cette religion, comme toutes les autres, prétend imposer un code de bonne conduite, aussi strict qu'elle-même est perverse. La direction de la poste de Nancy, par exemple, n'a pas hésité à porter plainte contre un militant syndicaliste pour injure. Par ailleurs des procédures internes ont été engagées contre ce militant et un de ses camarades syndicalistes pour le même motif. Au-delà de l'aspect de stratégie antisyndicale, vraisemblablement suggéré par notre ami Berthold, le message est particulièrement édifiant : en temps normal et à plus forte raison, en période de conflit social, c'est peu dire que les injures de toute nature fleurissent ; en général, cela ne porte pas à conséquence. A tout prendre, c'est un exutoire, offensant, peut-être, mais malgré tout, un exutoire qu'il serait ridicule de prendre trop au sérieux. Avec l'apparition de Berthold, la stratégie change. Toute arme potentielle doit être saisie, et "l'ennemi" doit être attaqué sans relâche. Car Berthold est là pour faire la guerre : le management, c'est la guerre sans répit dans l'entreprise.

Il ne s'agit pas bien sûr de prétendre que la guerre sociale, dans et hors de l'entreprise, a commencé avec l'apparition des managers, mais de mettre en évidence le caractère systématique et scientifiquement préparé, de leurs méthodes. Le tout, sous les dehors conviviaux et vertueux, qui sont la marque extérieure des véritables tyrannies.

Jumping Chat Flash.

Vous n'aimez pas les journalistes, vous les trouvez racoleurs, vous les pensez corrompus, vous les imaginez vendus aux politiques et aux grands industriels ? Vous avez tort, ils sont bien pires que cela. Serge Halimi, journaliste au *Monde Diplomatique*, dans son essai *Les nouveaux chiens de garde* (Le Seuil, Liber Raison D'agir, 1998), nous montre, aux naîfs que nous sommes, et par l'exemple, quels liens entretiennent les journalistes français avec les "décideurs" politiques et économiques de notre beau pays démocratique.

Un syndicaliste américain observait, au sujet des journalistes de son pays : "Il y a vingt ans, ils déjeunaient avec nous, maintenant, ils dînent avec les industriels." Que Martin Bouygues se rassure, en la matière, il n'y a pas d'exception culturelle française. Les journalistes, jadis issus des classes populaires, sont désormais issus de la bourgeoisie, sont formés dans des écoles spécialisées, après parfois un petit séjour par Sciences Po., histoire de côtoyer quelques futurs responsables.

Parallèlement, le pouvoir décisionnel au sein des comités éditoriaux ou des comités de rédaction s'est formidablement concentré entre les mains de quelques personnes (PPDA, C. Ockrent, etc.) qui cumulent les postes et les responsabilités. L'information est verrouillée, et sert, de fait, les intérêts des patrons des grandes entreprises dont dépend presque toute la presse française : Bouygues, Matra-Hachette, Havas, Vivendi, Lyonnaise des Eaux, Alcatel, etc. En faisant un petit effort de mémoire, on pourrait se croire quelques années en arrière, au joyeux temps des privatisations Balladurien-nes, et des "noyaux durs", mais c'est sûrement un hasard !

Imaginons une pièce de théâtre. Un homme politique, un industriel et un intellectuel, tentent de séduire un journaliste, les uns pour accroître leurs audiences médiatiques, l'autre pour vendre sa littérature, et tous pour flatter leur ego. D'autre part, l'industriel a besoin de l'homme politique pour s'accaparer quelques marchés publics, l'intellectuel pour bénéficier de quelques protections, et le journaliste, pour pouvoir interviewer. Évidemment, chacun a besoin de la caution morale de l'intellectuel (surtout lorsqu'on vient de mettre au chômage trois cent personnes au nom du "on ne peut pas faire autrement", "la loi du marché", "sauver les deux mille autres emplois", et autres balivernes),

(Suite page 2)

Dans ce numéro

Editorial

Berthold le Manager

Pour mémoire

Et le chat gicla de sa gouttière...

Divers



répression perdurent dans l'activité revendicative à venir. En faisant connaissance avec *Berthold le manager* on comprend mieux l'acharnement que met la poste dans sa volonté délibérée de casser les syndicalistes qui proposent l'action directe, sa volonté d'imposer ses propres lois de manière totalement arbitraire et autoritaire.

Nancéiens et militants cénétistes, en attendant la rentrée, ont tout de même pu s'aérer le cerveau avec le livre de Serge Halimi, *Les nouveaux chiens de garde* (cf. article : *Pour mémoire*).

Toujours est-il que le chat n'acceptera pas qu'on lui dise : « retourne dans ta caisse ».

Les Temps maudits

REVUE SYNDICALISTE RÉVOLUTIONNAIRE
ET ANARCHO-SYNDICALISTE DE LA CNT
N° 3

Prix du numéro : 30 F. Les six numéros : 160 F.
Soutien : 250 F. 3 numéros sont prévus par an.

AU SOMMAIRE :

Travail et pratique anarcho-syndicaliste
Le mirage de la coïncidence à l'emploi
Propos sur l'éducation libertaire
Saint Etienne 1922 : Besnard contre Monmousseau

Chèque à l'ordre de la CNT (eu des, indiquez :
Les Temps maudits) à adresser à la CNT, BP 72,
33038 Bordeaux Cedex.
Pour contacter la rédaction, écrire au Syndicat de
l'Education CNT 4, rés. du Parc, 91120 Palaiseau.



ET LE CHAT GICLA DE SA GOUTTIÈRE

Chronique d'une tentative estivale de répression syndicale.

LE CONTEXTE

Au centre de tri postal de NANCY-GARE, dès 1990, la réforme des PTT passa mal et des militants CGT et SUD ont toujours appelé à refuser l'intégration dans les nouveaux statuts. Cette opposition, on la retrouve dans les refus de se soumettre à la nouvelle notation, « fondement du management » (74 sanctions en 1997). Face à l'application imposée de nouvelles règles de gestion "managériale", l'hostilité se développa et alla crescendo, surtout depuis 96, année de création de la CNT PTT.

UNE RUPTURE SÉRIEUSE (ou LE PARJURE)

Depuis la suppression des ambulants ferroviaires, tout le courrier extra régional arrive après 3 heures du matin. Dans le cadre de grèves locales suite à la réorganisation de 95, le dirlo s'engagea à ne pas créer de services atypiques tant qu'il n'y aurait pas de reste à 6 heures du matin, et ce fut toujours le cas.

Le 18 mai 1998, il rompit unilatéralement cet engagement et créa des 00 h/06 h effectuées par des CDI. Dès ce moment, la CNT décida de l'appeler le « **parjure** », et ce, quelque soit le lieu où elle le croisait.

LE ROULEAU COMPRESSEUR

Le 6 juillet, le **parjure** fut coincé par le personnel et, au cours de cette AG improvisée, il du s'expliquer sur les nouveaux horaires, les modalités de service des fériés et des retenues de grèves. Exaspéré, il finit par menacer du rouleau compresseur tous ceux qui ne se plieraient pas à la nouvelle gestion.

COLLABORATEUR DE LA DIRECTION

Le 20 juillet, le même scénario se reproduisit. Le **parjure**, accompagné de 2 journalistes qui traitaient le sujet de « jobs de l'été », était à la recherche d'un CDD « saisonnier » pour le questionner. Or, des CDD, il y en a toute l'année (+ de 2000 en 1997 pour un centre de 315 titulaires !). Les militants CNT présents proposèrent au **parjure** un débat contradictoire sur la question devant le personnel et les journalistes. Ceux-ci furent invités à quitter la salle de tri par le **parjure** qui s'enfuit sous les quolibets dont « collaborateur de la direction ». Avant de sortir, un des journalistes invita la CNT à se rendre à l'Est Républicain le lendemain.

LA CNT À L'EST

La CNT ne rata pas cette occasion d'accéder à une tribune pour dénoncer le rôle de la Poste dans le développement de la précarité. Le 23 juillet, un article titrait : « Tri : une saison de 12 mois » et sous-titrait : « la CNT s'élève contre la multiplication des contrats précaires ». Les conditions d'utilisation des précaires y étaient dénoncées par deux militants qui furent cités. C'est sans doute pour cela qu'on les retrouva victimes de dépôt de plainte pour l'un et de procédures administratives pour les deux.

LE PARJURE VOULAIT-IL ADHÉRER À LA CGT ?

Ce même 23 juillet, le **parjure** débarqua dans le local départemental de la CGT PTT 54, un tract commun des sections CGT, CNT et SUD du centre de tri à la main à propos du service du 14 juillet. Il estimait se reconnaître dans un dessin caricaturant « un manager (serait-ce Berthold ?, NdT) sans fondement » au bout d'une pique. Il voulait être sûr que le Département CGT était au courant du type de tract que la section CGT locale co-

plainte contre un militant de la CNT « qui a calomnié à plusieurs reprises son supérieur et les cadres de l'entreprise ». L'article retraduisait une attaque en règle contre la CNT qui harcelerait les cadres jusqu'à les faire craquer ; c'est un syndicat « corporatiste » qui refuserait l'embauche des précaires et emploierait au cours d'actions « vigoureuses » la violence pour exprimer son refus de la politique générale de la Poste. L'article tendait aussi à connecter le terme de collaborateur avec le régime de Vichy. C'était là le pivot de la plainte.

CONFÉRENCE DE PRESSE

Face à cette attaque et à cette opération de désinformation, les sections CGT, CNT et SUD ont tenu une conférence de presse au siège de l'UL-CNT de Nancy, afin de tenter de rétablir les choses. L'attaque de la Poste amena donc tout de suite à un renforcement de l'unité entre les trois syndicats sur le centre de tri, et cela joua par la suite.

LES ENQUÊTES ADMINISTRATIVES

Le 27 juillet, on apprit qu'en plus de la plainte déposée au pénal, un militant CNT cumulait une enquête administrative et qu'un deuxième militant cénétiste était, lui aussi, l'objet d'une enquête similaire. De plus, le 30 juillet, le **parjure** signait une lettre proposant le « débrigadement » de l'agent contre qui la plainte était déposée.

CLASSÉE SUR LE CHAMP

Le 31 juillet, le militant CNT était convoqué par la police suite à la plainte pour « injure devant témoins ». La déposition fut lue au téléphone au procureur qui décida, sur le champ, de la classer sans suite. Et le 10 août, on apprenait que la lettre proposant le débrigadement avait disparu ?

La décision du procureur et le renforcement de l'unité syndicale amenaient sans doute la Poste à revoir à la baisse sa volonté répressive.

PRÉAVIS DE GRÈVE CGT ET ACTION CÉNÉTISTE

Et ce, d'autant plus que la CGT, qui avait déposé un préavis de grève relatif aux modalités de service pour le 15 août, y intégrait la répression antisyndicale. Aussi, dans le cadre de cette grève, une action particulière fut proposée par la CNT. Elle consistait à bloquer le centre de tri dès 18 heures et les 2 militants poursuivis descendraient en rappel sur la façade avec banderoles et porte-voix pour dénoncer les situations de l'emploi et la répression antisyndicale.

La Poste, qui déteste que sa « communication d'entreprise » soit contestée publiquement, allait être servie.

« VOUS AVEZ SORTI LE BAZOOKA »

Lorsque le « manager » responsable du centre découvrit les 2 chats en train de batifoler sur la façade, il s'écria : « vous avez sorti le bazooka ».

Au fil des délégations successives, il annonça qu'il n'y avait pas de débrigadement, puis, pas de conseil de discipline. Le directeur départemental décidera à son retour de vacances des conclusions à donner, ce qui ne peut être qu'une sanction de 1^{ère} catégorie (blâme ou avertissement).

Il était 22 heures, les odeurs de viande grillée chatouillaient les moustaches des chats perchés qui descendirent alors porter des toasts anti-managers avec les grévistes.

POURQUOI CETTE ATTAQUE ?

Aujourd'hui, plus personne n'ignore que depuis 90, la Poste est engagée dans un processus de dé fonctionnarisation qui risque de mener à la privatisation (voir situation actuelle de France Télécom). La méthode pour faire avaler ce changement est celle du management : la Poste compte sur l'adhésion volontaire au nouveau statut et à l'esprit d'entreprise. Depuis le début, la fédé CNT PTT dénonce et met en garde contre cette technique d'intégration managériale. Selon cet esprit, l'entreprise est organisée pour dégager du chiffre d'affaire que se partageront les

actionnaires, et le salarié, bien sûr, « se réaliserait » dans cet objectif ! La CNT essaie de développer de manière antagoniste la conscience autonome du travailleur qui accepte le travail que comme moyen de satisfaire les besoins sociaux. La production nécessaire pour satisfaire ces besoins peut s'organiser et se gérer à partir de la solidarité active des producteurs eux-mêmes sans devoir dégager des dividendes et entretenir des gestionnaires parasites non directement productifs. C'est l'idéal du syndicalisme lorsqu'il s'est saisi d'une perspective globale hors de la politique et du corporatisme.

La CNT cherche à renouer avec ce courant syndicaliste qui s'est constitué à la fin du 19^{ème} et avant 1914. Ce courant se voulait indépendant des politiques, du patronat et de l'État, et il rejetait les compromissions de tout ordre. Un cadre du centre de tri a d'ailleurs prétendu que la CNT était un syndicat qui ne faisait pas de concession. Et c'est vrai, en l'absence d'une alternative globale, la CNT résiste par tous les moyens, y compris sur le plan juridique. Ceci, non par respect de la législation, de la réglementation ou par religion du statut, mais parce qu'il est élémentaire pour un syndicaliste de refuser d'abord de négocier pour aller en deçà d'une situation acquise.

Et pour l'avenir, la CNT ne discute pas d'une nouvelle législation ou réglementation, mais elle essaie de construire un rapport de force par l'action directe qui imposera de fait une nouvelle condition sociale et économique.

C'est sans doute là une des raisons de l'attaque contre la CNT. Or la tentative de répression lui a peut-être roussi quelques poils, mais ses griffes sont toujours acérées.

Les 2 chats qui ont descendu en rappel la façade du centre de tri le 14 août, le dédient à Benoît BROUTCHOUX qui, "alors qu'il haranguait le populo du haut d'un bec de gaz, se fit cravater par les cognes pour "atteintes" à la liberté du travail" (voir Les aventures épatantes et véridiques de BROUTCHOUX, Editions Humeurs noires).



(Suite de la page 1)

mais heureusement, à la fin de la pièce, l'industriel fait bénéficier ses amis de quelques largesses sonnantes et rébuchantes. Tout est bien qui fini bien, il faut savoir renvoyer l'ascenseur. C'est une jolie histoire, non ? Ah ! Évidemment, il va sans dire que le prix de la place est un peu prohibitif, mais après tout, pourquoi se gêneraient-ils ? La salle est comble tous les soirs.

Réveillez-vous ! Vous vous étiez bêtement assoupis devant la télévision et vous réalisez maintenant que vous regardiez Patrick Poivre etc... et pas *Au théâtre ce soir*.

Bien évidemment, tout ce petit monde vit en bonne intelligence et se retrouve, entre autre, au sein de la fondation Saint Simon, sorte de club privé où l'on peu rencontrer, par exemple, M. Jean-Claude Trichet, président de la banque de France, Frantz-Olivier Giesbert, Serge July, Christine Ockrent, Françoise Giroud, Jean Boissonnat, mais aussi et surtout l'essentiel de la gauche dite moderne et de la droite dite modérée, trinquant avec quelques-uns des principaux "décideurs économiques" au triomphe de la pensée unique.

Bref, si vous n'avez pas peur d'attraper des boutons en côtoyant pendant quelques pages ces charmantes personnes, courrez acheter *Les nouveaux chiens de garde* et lisez-le vite.

Le contre-pouvoir est mort, vive le contre-pouvoir !

COMBAT SYNDICALISTE

Abonnement GRATUIT
de 3 mois au Combat syndicaliste

A renvoyer à :
Combat syndicaliste - BP 38 - 94601 Choisy-le-Roi Cedex 01

Nom

Prénom

Code postal

Ville

Profession

Divers

« A lire : Emile HENRY, *Voilà pourquoi j'ai frappé dans le tas*, Ed. du Ravin Bleu. En 1892, E. Henry confectionne une bombe artisanale qui tuera 5 personnes. En 1894, il dépose une autre bombe dans le café Terminus faisant 20 blessés. E. Henry sera guillotiné le 21 mai 1894 à l'âge de 21 ans. Cet ouvrage présente son plaidoyer brut et rageur. Exemples : « Il est un droit qui prime sur tous les autres, c'est le droit à l'insurrection » ; « Tous les partis politiques sont usés, c'est pourquoi nous apparaissions ».

Disponible contre 15 F port compris, chez FTP c/o Planète Verte, BP 22, 54002 Nancy.

« Pour plus d'information sur l'action à la poste, lire *Le Cri syndicaliste*, journal de la section CNT de Nancy-Gare, Août 1998. (Contactez un militant Cénétiste pour vous le procurer).

« Un mardi sur deux, « *Fin de Siècle* », de 21h à 23h sur *Radio Caraïbes* Nancy 90.7 FM. Emission du Groupe J-R Caussimon de la FA de Nancy. Prochaines émissions : les mardis 23 juin et 7 juillet (adresse : Groupe J-R Caussimon - C.R.E.S. BP 113 - 54510 Tomblaine).

Adresse locale et permanence

UL CNT-AIT Nancy
BP 48

96, rue Saint Dizier

54000 Nancy

Tél. 03 83 37 19 00

Permanence : tous les jeudis 18h-20h.

Adresse nationale

33, rue des Vignoles

75020 Paris

INTERNET :

<http://www.altern.com/cnt>

E.MAIL

cnt@altern.org

Dernière minute

Jean-Pierre Chevènement (l'ancien Ministre de l'Intérieur) a-t-il ses papiers à l'heure de quitter son pays d'origine ou bien sera-t-il expulsé après être passé dans ce qu'il est convenu d'appeler une cellule de rétention ? Les Sans-Papiers n'ont hélas pas la réponse.



Les chats à l'assaut du centre de tri de la Poste et du **parjure**.

signait en compagnie d'une CNT « irresponsable ». Le permanent CGT se serait soustrait au désaveu demandé en rétorquant que c'était le **parjure** qui avait créé la CNT !!!

Par ailleurs, la CGT locale apprit de la bouche même du **parjure** qu'une plainte était déposée contre le militant cénétiste qui avait crié « collaborateur de la direction ». La CGT avant même la CNT !!!

LA PLAINTÉ

Le 26 juillet, l'Est Républicain annonçait que la Poste portait